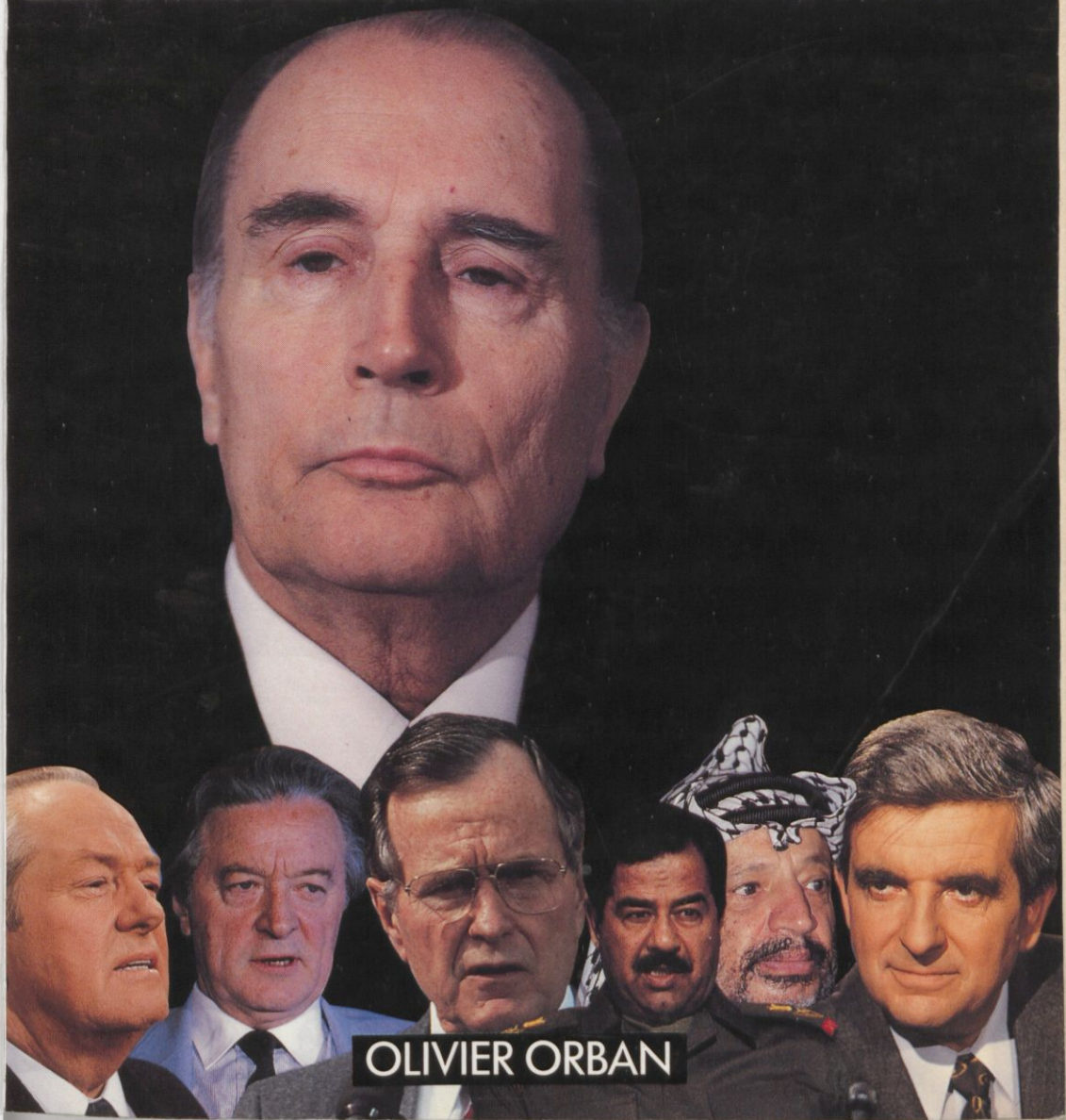


JOSETTE ALIA CHRISTINE CLERC

# LA GUERRE DE MITTERRAND

LA DERNIÈRE GRANDE ILLUSION



OLIVIER ORBAN

1283204

DL-20061991-18330

38  
1

L

Jacques Alla - Christiane Clere

LA GUERRE  
DE MITTERRAND

LA GUERRE DE MITTERRAND

LA DERNIERE GRANDE LEVURE  
L'histoire de nos jours...  
la coalition 1982...  
L'opposition...  
Chronique d'un épisode 1988...

38°LG  
1828  
61

1988  
Olivier Girard

AUTRES OUVRAGES DE CHRISTINE CLERC

*Place aux femmes*, 1972, Stock.

*Le bonheur d'être français*, 1982, Grasset,  
Prix Albert Louches, 1982.

*Dimanche, 16 mars...*, histoire du premier gouvernement de  
la cohabitation, 1985, Belfond.

*L'Arpeggione*, roman, 1987, Flammarion.

*Chronique d'un septennat*, 1988, Stock.

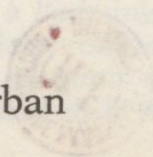
Josette Alia - Christine Clerc

# LA GUERRE DE MITTERRAND

*LA DERNIÈRE GRANDE ILLUSION*

974

Olivier Orban



Josefina Aisa - Christine Clark

LA GUERRE  
DE MITTERAND

LA DERNIERE GRANDE ILLUSION

Le mouvement contre le Vietnam, 1961-1968  
1961, 1964, 1967, 1968  
1961, 1964, 1967, 1968



© Olivier Orban, 1991.  
ISBN 2.85565.644.3

*« Eh bien, moi, j'adore l'esprit de clocher! »*

« Eh bien, moi, j'adore l'esprit de clocher! » Le visage du Président s'est fermé et c'est sans humour, d'une voix sèche, qu'il coupe ainsi la parole à Jean-Pierre Chevènement.

Mercredi 1<sup>er</sup> août, 10 heures. Dernier Conseil des ministres avant les vacances. Dans le parc de l'Élysée il fait déjà plus de 30 °C. On a baissé les stores de la salle du Conseil, mais les Excellences ruissellent sous leurs costumes d'été. Tout à l'heure, Jean-Pierre Chevènement va s'envoler pour la Toscane. Michel Rocard le suivra de quelques heures. Direction la Yougoslavie où l'attend un voilier. Le Président, lui, part après le déjeuner pour Latche. Marcher, le soir, quand l'ombre des pins apaisera la brûlure des fougères qui craquent sous le pas. Lire. Se reposer. Enfin! Il en a besoin. La veille, l'Élysée a publié son bulletin de santé : le Président souffre d'une « légère hypoglycémie, d'une hypotension plus volontiers orthostatique (il s'agit d'une chute de la tension artérielle observée lors de la position debout) s'accompagnant d'une augmentation de la vitesse de sédimentation ». Cela, ajoute le communiqué du docteur Gubler, « étant à mettre sur le compte de l'intense activité diplomatique du Président au cours du premier semestre... ».

Ses ministres le trouvent plus pâle qu'à l'ordinaire. Il se fige quand le ministre de la Défense, jugeant trop timide le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale et à la création de structures intercommunales présenté par Pierre Joxe, évoque d'un ton narquois « l'esprit de clocher ». Jean-Pierre Chevènement devrait le savoir, c'est tou-

cher François Mitterrand – qui n'oublie pas qu'il fut maire de Château-Chinon de 1959 à 1981 – dans ce qu'il a de plus cher en politique. « Oui, j'adore l'esprit de clocher », répète le Président, approuvé par Michel Charasse qui sait, lui, que quand on parle coopération intercommunale, ses électeurs auvergnats pensent « fusion ». Et se méfient.

« Le jour où les centres de décision locaux auront perdu leur pouvoir, les hameaux les plus reculés ne seront plus défendus et le désert s'établira vite. » Le Premier ministre opine et s'interroge : toutefois, pour encourager les communes à se rapprocher, les incitations fiscales seront-elles suffisantes ? François Mitterrand s'est radouci. Peut-être pense-t-il à ses électeurs de la Nièvre et aux rivières souter-raines à l'itinéraire imprévisible ? « La vie est comme l'eau, conclut-il. Elle parle toujours... On ne peut soumettre à la logique ce qui ne relève pas de l'esprit logique... » Fin d'un Conseil ordinaire. Sur le gravier blanc brûlant du Palais, quelques journalistes ont résisté à la canicule dans l'espoir de s'assurer un peu de copie en ces temps de disette. Moqueurs, ils interrogent le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Bérégovoy, qui assurera l'intérim du Premier ministre en vacances. Est-il content d'avoir été désigné ce matin même par un jury de quatorze personnalités réunies par *Le Figaro* (Alain Duhamel, Philippe de Villiers, Antoine Waechter, etc.) comme « le ministre le plus apprécié du gouvernement » ? N'est-ce pas un « bon présage » ? Un insolent note que Michel Charasse ne vient qu'en neuvième position, derrière Lionel Jospin (huitième), Roland Dumas (septième), Delebarre, Soisson, Joxe, Nallet et Quilès. Tandis que Pierre Arpaillange, le malheureux garde des Sceaux, remporte la palme des « ministres les plus contestés ». Et Jean-Pierre Chevènement ? Eh bien, le ministre de la Défense a été tout simplement oublié du palmarès du *Figaro*. Lui qui se targue d'être « un esprit fort » déteste la « sondomanie ». Pourquoi les sondages s'intéresseraient-ils à lui ?

### *L'énigme du pasteur Doucé*

Mais qui s'intéresse à la Défense en cette veille de grand exode des aoûtiens contrarié par la grève d'Air Inter, annoncée pour le vendredi 3 août ? Qui songe à la guerre, dans une



France écrasée de chaleur, où chaque jour les journaux annoncent de nouveaux records battus (1873! 1923!) et diffusent des avertissements aux personnes âgées qui risquent la mort si elles ne boivent pas assez?

La guerre? Elle est partout, comme un spectacle familial qui émeut moins que celui des agriculteurs du Lot-et-Garonne, brandissant leurs épis de maïs brûlés : au Libéria, « l'État sauvage » où s'entre-tuent les soldats de Samuel Doe et les rebelles de Charles Taylor. A la Trinité-Tobago, où les rebelles libèrent le Premier ministre A.N.R. Robinson. En Angleterre, où l'IRA vient d'assassiner un député conservateur. Au Sud Liban, où les combats s'intensifient entre chiites. Tout près, aussi, sur les toits de nos prisons, à Ajaccio, Bastia, Saint-Paul de Lyon, Clermont-Ferrand, Moulins... où les détenus sont montés, pour échapper aux 40 °C de leurs cellules et protester contre la libération, par ordre de François Mitterrand le 27 juillet, du terroriste Anis Naccache. Dans nos banlieues où, annonce *Libération* daté du 1<sup>er</sup> août, « la guerre des bandes a fait un mort »... et bientôt, sur les routes des vacances où l'on va encore beaucoup mourir. L'Irak? Le Koweït? Dans le numéro de *Libération* qui boucle ce mercredi pour paraître le jeudi 2 août, une photo en page neuf : celle du numéro deux du régime irakien Izzat Ibrahim, un homme mince et pâle aux cheveux roux coupés ras, l'air d'un chat écossais, embrassant le prince héritier du Koweït, gras sous ses voiles blancs. « Échec d'une conciliation », dit la légende. La rencontre de Djedda a été interrompue. Bagdad durcit le ton. La frontière entre les deux pays est fermée. Une querelle arabe de plus, où Allah seul reconnaîtra les siens. *Le Figaro* du même jour consacre un bref article à la « rupture du dialogue Irak-Koweït ». Pas de quoi effrayer les vacanciers, sauf si le prix de l'essence, qui a déjà amorcé une remontée, allait continuer à grimper, alors même que le dollar est à son niveau le plus bas depuis deux ans et demi.

L'énigme du pasteur disparu (le pasteur homosexuel Doucé), voilà une histoire passionnante!

Il est 4 heures du matin ce 2 août quand le conseiller diplomatique Loïc Hennekine, de permanence à l'Élysée, est réveillé par un garde qui lui tend une dépêche marquée « urgent » : les troupes irakiennes ont franchi la frontière koweïtienne. Saddam Hussein a envahi le Koweït. Hennekine attend 6 heures pour appeler Latche.

Au même moment, l'officier de permanence du CERM (Centre d'exploitation des renseignements militaires) réveille l'amiral Lanxade, chef d'état-major particulier du président

de la République : « Le Président est-il informé ? » Oui, assure le CERM. La dépêche d'agence ayant été doublement confirmée et l'information étant de première importance, Hennekine a jugé que les deux conditions étaient remplies pour la classer « urgent » et déranger le Président.

Latche, 2 août, 6 heures du matin. Le Président, arrivé hier dans l'après-midi, est réveillé au téléphone : l'Irak a envahi le Koweït ? Dans un premier temps, la nouvelle l'étonne un peu. La veille, les dépêches sur la conférence de Djedda entre Irakiens et Koweïtiens étaient plutôt bonnes. Très vite, il pense que l'événement est grave. Il s'agit malgré tout d'un coup de force, de l'occupation d'un pays souverain. A 7 heures du matin, les premiers rapports des chancelleries et des services de renseignement arrivent à Latche. « Dès cet instant, confiera plus tard le Président, la situation m'est apparue irrémédiable. A moins d'efforts exceptionnels. »

### *Lanxade ne croyait pas à la guerre*

L'amiral Lanxade, même s'il est surpris, ne tombe pas des nues, loin de là : la grave menace de l'Irak, il l'avait traitée quelques jours plus tôt, le 27 juillet, en convoquant, salle Jupiter, à l'Élysée, tous les services concernés.

Inconnu du grand public, Lanxade est un de ces « hommes du Président » dont l'influence est grande et la présence discrète. A cinquante-six ans, il a gardé une silhouette sèche et mince, l'air d'un Fred Astaire aux yeux tristes qui commanderait un bâtiment de guerre au lieu de danser des claquettes. Il a derrière lui une longue carrière qui l'a conduit de la mer à la politique. Entré dans la Marine à dix-neuf ans en sortant de l'École navale, devenu « pacha » du *Champeinois*, de *La Gallissonnière* puis du *Duguay-Trouin*, il a dirigé, à partir du *Clemenceau*, la flotte française de l'océan Indien de 1986 à 1988, à la fin de la guerre Iran-Irak. Est-ce cela qui le fait remarquer par André Giraud, ministre de la Défense pendant la cohabitation ? Il devient son chef de cabinet militaire et gardera la fonction sous Jean-Pierre Chevènement avant d'être choisi par le Président comme chef d'état-major particulier de l'Élysée. Itinéraire express.

Mais ce marin sait écouter, prendre son temps. Il devine ce qu'il peut proposer sans imposer et il gagne à tous coups.

Ce militaire est un diplomate et rien de ce qui est géostratégique ne lui est étranger. Une région le passionne : le Golfe. C'est pourquoi il a demandé fin juillet cette réunion sur l'Irak. Une initiative qui tombe à pic. Il ne le saura qu'une semaine plus tard.

Salle Jupiter, dans le PC nucléaire sous l'Élysée, sanctuaire protégé de tout risque d'écoute, l'amiral a réuni, ce 27 juillet, Claude Silberzahn, patron de la DGSE, ainsi que les responsables de la Défense et des Affaires étrangères pour une évaluation de la situation dans le Golfe. Il s'agit d'établir un dossier exhaustif à l'intention du Président. A ces hauts fonctionnaires, l'amiral explique : il y a certes d'autres crises graves dans le monde, même sans aller jusqu'aux pays Baltes. Mais elles restent du ressort des diplomates. Le cas de l'Irak se pose en termes militaires. Pour plusieurs raisons.

D'après les rapports des services secrets, Saddam devient de plus en plus agressif. Non seulement envers ses voisins – l'Arabie Saoudite en particulier se sent menacée depuis la création d'un conseil de coopération arabe destiné à faire pièce à son conseil de coopération du Golfe –, mais aussi envers ses partenaires occidentaux. On avait espéré à Paris qu'après la difficile victoire sur l'Iran, Saddam Hussein consacrerait ses ressources et ses forces à reconstruire son pays. Or, il continue à acheter à tout va des armes – des armes qu'il ne peut pas payer. Il a annoncé à ses créanciers qu'il ne pouvait pas régler ses dettes, sans même donner les explications d'usage ni demander des délais de remboursement. Le délégué du ministère de la Défense le confirme : depuis la mystérieuse affaire du « canon géant » acheté par l'Irak aux Anglais, la direction de l'Armement a ordonné que soient limitées les ventes d'armes à Bagdad et qu'on surveille de près les transferts de technologie sensible. Quelqu'un lit une liste des demandes irakiennes. Bizarre, sinon excessif, pour un pays qui sort tout juste d'une guerre. Les Irakiens prétendent qu'ils ne veulent que reconstituer leurs forces, mais les achats prévus vont bien au-delà des besoins réels. Conclusion de la commission : il faut que la France définisse une politique précise en matière de vente d'armes et de technologies destinées à Bagdad. Y a-t-il urgence ? Pas vraiment. On va rassembler les éléments d'information pour être prêt en septembre. A la veille du grand week-end de départ en vacances, Lanxade et les responsables de la Défense se séparent dans la cour de l'Élysée en se donnant rendez-vous dans un mois.

Dès qu'il apprend l'invasion du Koweït, Lanxade reprend ce rapport de la séance du 27 juillet. Pourquoi Saddam

bouge-t-il si tôt? S'agit-il d'une véritable attaque, ou d'une manœuvre d'intimidation destinée à ses partenaires arabes? Peut-être veut-il seulement impressionner le Koweït, l'amener à composer dans les discussions interarabes. On sait – le monde entier l'a lu dans la presse – que les troupes irakiennes se sont massées à la frontière nord du Koweït. Mais personne ne croit à une véritable guerre. L'opération est ostentatoire, trop publique, trop affichée. Quand on veut envahir un pays, on ménage en principe l'effet de surprise. On ne déploie pas ses forces comme à la parade. Et pourtant!

L'amiral Lanxade n'a pas oublié 1973, la veille de la guerre du Kippour entre l'Égypte et Israël. Sadate avait concentré ses troupes le long du canal de Suez. Les services secrets israéliens avaient alerté leur gouvernement. Mais ni Golda Meir ni Dayan n'en avaient tenu compte. Les situations sont-elles comparables? Sur le plan militaire, on sait tout ce qui se passe en Irak. De même sur le plan diplomatique. Est-ce suffisant? Ce qui manque aujourd'hui, c'est le renseignement d'agents locaux qui fournissent des évaluations et permettent de faire le tri entre l'apparence et la réalité. L'Irak était une zone d'influence traditionnellement britannique. La France manque d'informations sur le terrain. Les Anglais et les Américains sont-ils mieux lotis? De part et d'autre de l'Atlantique, les experts sont unanimes : personne ne croit vraiment à la guerre, en tout cas pas tout de suite.

Pourtant le Président, lorsqu'il appelle Lanxade le 2 août, est sûr d'une chose : « On ne peut pas laisser envahir le Koweït impunément », lui dit-il. « Sans doute, Président, mais il s'agit d'une zone d'influence anglaise et américaine, pas française. » Le Président ne commente pas. Il charge simplement l'amiral de prévenir ses deux hommes de confiance, Bianco et Védrine, le secrétaire général et le porte-parole de l'Élysée.

*Mitterrand à Rocard : « Que vous rentriez de vacances, pour l'instant, ne me paraît pas utile. »*

Yves Lyon-Caen, le directeur-adjoint de cabinet de Michel Rocard, est d'un tempérament calme. Avec sa petite moustache de zouave sage et sa voix apaisante, cet énarque de

quarante ans, issu d'une famille de juristes parisiens, qui a participé, en 1974-1976, aux négociations sur le programme du PS comme expert, semble incarner, dans « l'équipe » de Matignon, le point d'équilibre, le roc tranquille et souriant, là où Jean-Paul Huchon son compère, depuis quinze ans, fait figure de politique imaginaire, boute-en-train, passionné de foot, de jazz et de canulars.

Aussi, lorsque, à 7 heures du matin, ce jeudi 2 août, il entend sur France-Info que l'Irak a envahi le Koweït, Lyon-Caen ne panique pas. Il est seul, pourtant, à garder la maison : Huchon est parti la veille, au matin. Michel Rocard a pris l'avion pour Dubrovnik à 23 heures – trois heures avant que les trois cent cinquante chars irakiens franchissent la frontière... Le permanent de garde à Matignon, qui a reçu la première dépêche, l'appelle et demande quelles sont les consignes. Lyon-Caen décide de ne pas réveiller tout de suite le Premier ministre. Il lui téléphone à 9 heures à son hôtel depuis son bureau de Matignon. « Michel » répond immédiatement. Son téléphone portable, relié à Paris par satellite, marche admirablement. Il est déjà debout, informé par la radio italienne, très calme lui aussi. Bref échange, précis : d'abord, appeler le Président. Lui demander s'il doit rentrer. Puis, joindre Bérégovoy, qui assure l'intérim de Premier ministre de son bureau de Bercy. Lyon-Caen ira voir « Béré » dans la matinée.

Contacts et consultations par téléphone durent toute la journée. En fin d'après-midi, Michel Rocard et son directeur-adjoint de cabinet en conviennent : il n'est pas impératif pour le Premier ministre de regagner Paris tout de suite. « Pour l'instant, ça ne me paraît pas utile, a estimé le Président au téléphone. Je vous le dirai si cela devient nécessaire... » De ses premiers entretiens avec l'Élysée, le Quai d'Orsay et le ministère des Finances, Lyon-Caen tire une conclusion : l'affaire sera de toute façon longue et dure. Mieux vaut, pour Michel Rocard, se reposer maintenant, quand « le processus n'en est qu'à sa phase d'élaboration ». En outre, la Constitution de la V<sup>e</sup> République, qui stipule que le chef de l'État est le chef des armées, a fait de la politique étrangère et de la Défense le « domaine réservé » de l'Élysée. Le « château » ne verrait pas d'un bon œil que le Premier ministre prétende s'en mêler. Son affaire à lui – comme le lui ont répété cent fois les conseillers en communication dépêchés à Matignon en 1988 par l'Élysée (Jacques Pilhan, directeur du groupe publicitaire Bélier, et Gérard Colé, depuis peu président du Loto après cinq années de service à la présidence) –, c'est de « s'occuper des Français ». Or, les

problèmes quotidiens ne vont pas manquer : déjà, ce jeudi 2 août, les cours du pétrole, comme ceux du dollar et de l'or, s'envolent tandis que la Bourse chute, à Paris, de 3 %.

Rocard, pour autant, ne renonce pas à jouer un rôle politique. Première préoccupation : les relations avec les parlementaires, et en particulier avec ceux de l'opposition. « Il faut, recommande-t-il à Lyon-Caen en le priant de transmettre ce souhait à l'Élysée, les associer à nos initiatives. » Cette concertation, le Premier ministre s'en souvient, fut le secret de sa réussite en Nouvelle-Calédonie... Deuxième préoccupation : maintenir le lien avec les pays arabes. Y dépêcher, dès que possible, des émissaires. Car en quelques heures, les choses ont évolué très vite. A 10 heures, alors que les États-Unis, la RFA et le Royaume-Uni ont déjà condamné l'agression, un communiqué du ministère des Affaires étrangères la condamne à son tour « sans réserve » : « La France réclame le retrait immédiat des troupes irakiennes du territoire de l'émirat. » Et soutient « pleinement » la demande koweïtienne de convocation par voie d'urgence du Conseil de sécurité. En fin de matinée, suivant l'exemple de son collègue américain, Pierre Bérégovoy signe un décret instaurant le « gel financier » des avoirs du Koweït et de l'Irak en France – mesure visant moins à bloquer les avoirs irakiens qu'à protéger les prises de participation et les immeubles koweïtiens des mainmises de Bagdad. Sur sa lancée, le Premier ministre par intérim décide la suppression des ventes d'armes à l'Irak.

Invité du journal de 20 heures sur TF1, Roland Dumas confirme cette mesure. Elle remonte déjà, précise-t-il, à quelques mois. Pour les livraisons impayées malgré d'innombrables délégations, négociations, promesses de l'Irak et procès des industriels français, Bagdad, en effet, doit à la France la bagatelle de 24 milliards de francs. Le ministre des Affaires étrangères note au passage que ces relations infructueuses entre Paris et Bagdad datent du gouvernement Chirac de 1974. Et il laisse entendre que le coup de force de Bagdad amènera certainement la France à « revoir sa position dans la région ».

Aussitôt, les commentateurs glosent : la promptitude de la réaction française n'est pas sans rapport avec la libération récente d'Anis Naccache. Il faut y voir l'influence du ministre des Affaires étrangères qui, depuis des mois, tente d'infléchir la politique française dans un sens moins favorable à l'Irak, afin de rétablir de meilleures relations avec l'Iran. Un mois avant le fameux voyage de Jean-Pierre Chevènement à Bagdad, en février, Roland Dumas ne se ren-

dait-il pas à Téhéran? En tout cas, Thierry de Beaucé, son secrétaire d'État aux Relations culturelles internationales, et lui-même n'ont jamais caché leur irritation devant les discours élogieux du ministre de la Défense – qui vantait à Bagdad la « clairvoyance » de Saddam Hussein et ses qualités d'homme d'État « le plus apte à conduire son pays vers la paix et la démocratie ».

De même, le mythe d'un « État laïc » rempart contre la vague déferlante de l'islamisme, d'un État moderne et socialiste qui pourrait être « un pôle de notre politique arabe, une chance pour la France » suscite-t-il l'ironie de ces deux fins esprits, amateurs d'art, de lettres et de musique. Thierry de Beaucé n'est pas loin de voir dans cette « logomachie d'une certaine gauche républicaine » (celle des amis de Chevènement) la marque d'intelligences bornées « dont la prétendue culture historique se limite à quelques connaissances acquises pendant la préparation de l'ÉNA... ».

### « Bianco, vous avez vu les nouvelles? »

Le 2 août, Jean-Louis Bianco vient d'arriver chez lui, près de Manosque. Il apprend la nouvelle de l'invasion du Koweït au premier bulletin d'Europe 1. Presque au même instant, Lanxade l'appelle pour lui annoncer un coup de téléphone de François Mitterrand. La voix du Président est tendue.

– Bianco, vous avez vu les nouvelles? Qu'en pensez-vous?

– Faut-il être vraiment inquiet? interroge Bianco. Lanxade n'a guère semblé alarmé.

Mais le Président prend la chose au sérieux, très au sérieux.

– Dois-je revenir? demande Bianco.

– Non, pas pour le moment. Je vous ferai signe en temps voulu.

Amusant clin d'œil du destin. L'événement du 2 août surprend Bianco dans la ferme où l'avait surpris, déjà, au lendemain du 10 mai 1981, un coup de téléphone de Jacques Attali. « Je monte une cellule " Prospective ", lui annonçait son ancien camarade du lycée Janson-de-Sailly, veux-tu venir travailler avec moi? »

Après deux années sabbatiques passées à sillonner les routes de Haute-Provence pour le compte du syndicat inter-

communal de la Durance et de la Bléone – moyennant un salaire de 6 000 francs par mois –, cet énarque « atypique » passionné de nature, de ski, de science-fiction et attaché à la vie de famille (c'est pour mieux s'y consacrer qu'il avait fait ce choix d'une retraite au pays de Giono) échappe tout naturellement aux intrigues de la « maison royale » grâce à son calme, sa capacité d'écoute et son art de ne « jamais dire du mal de personne ». Un an après, le voilà promu au poste ultra-sensible de secrétaire général où il succède, à trente-neuf ans, à Pierre Bérégovoy. En neuf années, il y est devenu irremplaçable. Son nom a souvent été cité parmi les « ministrables », voire les « Premiers ministrables », mais François Mitterrand n'a pu se résoudre à s'en séparer. Ce fils d'un émigré politique italien, élevé à Neuilly, présente l'avantage, bien qu'il ait milité à l'UNEF et dans les GAM (Associations de locataires, très actives dans les années soixante), de n'appartenir à aucun parti et à aucun clan. Rien de ce qui se passe au PS ne lui est étranger – tout arrive sur son bureau –, mais Bianco n'a jamais pris sa carte du PS. Il est « l'homme du Président », pas celui d'un fief, d'un « courant » ou d'une ambition personnelle. D'ailleurs, on se demande parfois, tant il est discret, s'il a de l'ambition. Mais, à peine la question posée, on s'aperçoit que Bianco chemine. Qu'il s'agisse d'accueillir un cardinal ou un grand rabbin, de faire savoir à SOS Racisme le mécontentement de l'Élysée, de servir d'interprète improvisé entre Mitterrand et Kissinger ou Mitterrand et Kohl, il s'impose. C'est lui qui, tout au long de la crise du Golfe, réunira à l'Élysée les notables de la majorité présidentielle et recevra les opposants. Lui qui assurera la coordination avec Matignon. Lui qui participera aux Conseils restreints et prendra le pouls de l'opinion.

Hubert Védrine, le porte-parole de l'Élysée, est à La Garde-Freinet. C'est Lanxade qui le prévient : en vacances, Védrine n'écoute pas la radio. Depuis son arrivée en Provence il récupère, dort vingt heures sur vingt-quatre. Il ne se souvient même plus de l'effet que lui a fait la nouvelle. Bienheureuse parenthèse qui ne durera pas longtemps... Quatre jours plus tard, Hubert et son ami Jean-Louis retrouveront les lambris de l'Élysée. Leurs vacances dans le Midi sont de plus en plus brèves, hachées de coups de téléphone, de fax, de convocations urgentes et de voyages express en hélicoptère. On prend Lanxade au passage. Un avion du GLAM emmène tout le monde à Paris. A ce rythme-là, autant rentrer. « Encore un été de gâché ! » constate Védrine avec ce flegme de diplomate britannique dont il a l'allure : le porte-parole de l'Élysée, dont le père, Jean, a fait la connaissance



de François Mitterrand à Vichy avant de créer avec lui le Rassemblement national des prisonniers de guerre, observe et écoute le Président depuis l'enfance. L'avoir vu séduire et manipuler tant d'hommes et de femmes lui a donné beaucoup de lucidité... mais lui permet aussi d'être l'interprète fidèle et subtil de sa pensée. L'avoir vu traverser tant de tempêtes lui a appris à ne plus s'émouvoir.

### *L'ami Roland*

L'un des premiers informés et consultés ce matin du 2 août est évidemment Roland Dumas. Dès le début de la crise, « l'ami du Président » s'imposera comme un personnage essentiel de la « guerre de Mitterrand ». Dumas devait partir le 3 pour Le Cap-Ferret, sur le bassin d'Arcachon. A moins qu'au dernier moment, son bon plaisir ne mène plutôt cet amateur d'opéra vers Salzbourg ou Bayreuth. Il ne partira pas. A tout instant, le Président a besoin, auprès de lui, de sa présence et de ses avis.

Car Dumas est l'un des rares hommes qui bénéficient de la confiance absolue de François Mitterrand : leur amitié s'est nouée dans l'affaire de l'Observatoire, en 1959. François Mitterrand se prétend victime d'un mystérieux attentat. Il est alors l'homme politique le moins aimé et le plus insulté de France. Dumas vole au secours de cette cause perdue. Les deux hommes se sont connus sous la IV<sup>e</sup> République. Dumas, jeune député de Haute-Vienne, élu en 1956, est alors membre d'un groupuscule de centristes et radicaux, l'UDSR, dont le président s'appelle justement François Mitterrand. Très vite, le « beau Roland » (même Mme Thatcher le trouvera « charming ») se fait une réputation au barreau. Il collectionne les « affaires » et ne craint pas d'affronter le clair-obscur de dossiers sensibles. Avocat du *Canard enchaîné*, sa voix tonne dans les prétoires où l'on débat des activités de Ben Barka, Foccard, Markovic ou des diamants de Giscard. Mais il ne dédaigne pas d'apparaître dans la lumière de procès plus « mondains » en conseil avisé de Lacan, Bernadette Laffont ou Roger Vadim. Sa renommée s'élargit. L'homme a quelque chose des « roués » du XVIII<sup>e</sup> siècle. On devine que pour lui le cynisme, à condition d'être habillé de séduction, est une vertu. Et si sa jeunesse fut marquée du sceau de la

tragédie – son père fut fusillé par les Allemands à Brantôme en Dordogne et il participa lui-même aux activités clandestines de la Résistance –, il semble désormais réconcilié avec la fortune. Cultivé, grand connaisseur d'opéra et de peinture contemporaine, sachant, comme son ami François, prendre son temps pour admirer une exposition ou rendre visite à un artiste (il fut, entre autres, l'ami de Giacometti), ne détestant pas l'argent, Dumas connaît Paris, ses intrigues, ses secrets, ses réseaux sur le bout des doigts et y mène grand train avec une gourmandise non dissimulée. L'ami fidèle conserve, lui aussi, sa part d'ombre. Certains s'interrogent encore aujourd'hui sur ses liens de naguère avec le Parti communiste. Avocat de Guingouin, son compatriote de Limoges dit « le Soldat », chef de maquis et commissaire de la République accusé d'un excès d'épuration à la Libération, c'est lui qui rapprocha Mitterrand de Waldeck Rochet en 1965. En mai 1981, il est au bras de son Président qui remonte en vainqueur la rue Soufflot pour la cérémonie à la rose du Panthéon. Complice et compère, il monte, notamment en Afrique, plusieurs opérations confidentielles pour son ami François. Parlant cinq langues, couramment (l'allemand, l'anglais, l'espagnol, l'italien et le russe), doué d'un entregent hors du commun, aimant avoir toujours deux fers au feu, il révèle, à l'usage, de brillants talents de négociateur. Aussi, quand on évoque devant lui le remplacement de son Premier ministre Michel Rocard, François Mitterrand confie-t-il : « Dumas serait le meilleur... dommage seulement qu'il ait soixante-huit ans... »

En attendant, quand s'engage l'épreuve de la guerre, Dumas apparaît comme le véritable alter ego du Président. Dès le début d'août, le ministre des Affaires étrangères met en place une « cellule de crise » réunissant chaque jour une bonne vingtaine de personnes (Yves Lyon-Caen, l'amiral Lanxade, chef d'état-major particulier du Président, Loïc Hennekine, conseiller diplomatique de l'Élysée, un représentant de chaque direction concernée du Quai d'Orsay – Afrique, Moyen-Orient, Français de l'étranger, affaires économiques, juridiques, etc. –, sans compter un dirigeant de la DGSE et un représentant du ministère des Finances et un du ministère de la Défense) dont l'objet est d'échanger les informations, confronter les analyses et coordonner les décisions. Le 3 et le 4 août, il est en liaison avec François Mitterrand ou présent dans son bureau lorsque celui-ci appelle, vendredi soir, George Bush, samedi matin Giulio Andreotti, le chef du gouvernement italien alors président du Conseil européen, puis Margaret Thatcher et l'Égyptien Hosni Mou-

barak, Helmut Kohl et enfin, samedi soir, Mikhaïl Gorbatchev.

A Riyad, à Tunis, à Damas, à Moscou, Dumas sera l'ambassadeur privilégié du Président français. Et à Paris, son messager personnel auprès d'une certaine classe politique à laquelle les lient, François Mitterrand et lui, tant de souvenirs et de combats communs.

*Pisani : « Merde! c'est très mauvais. »*

*Cheysson : « Il faut étrangler Saddam. »*

A Vouvray, dans sa maison de campagne où il est arrivé la veille, Edgard Pisani apprend l'invasion par un coup de téléphone de Paris le 2 août au matin. « Merde! c'est très mauvais! » s'exclame-t-il. L'ancien ministre gaulliste, devenu conseiller de l'Élysée sous Mitterrand, ne connaît pas Saddam Hussein mais il sait que c'est un homme capable de tout. « Ce qui ne veut pas dire de n'importe quoi. » Familier du monde arabe (il est président de l'Institut du monde arabe), il a suivi de près le déroulement des négociations de Djedda, la réussite de la négociation saoudienne, puis l'échec de la négociation koweïtienne le 31 juillet. Il lui a été rapporté que la dernière séance à Djedda a été très orageuse, mais il ne pensait pas que Saddam réagirait aussi vite et aussi brutalement. Le Président appelle Pisani vers 10 heures le lendemain 3 août. Il lui parle aussitôt du droit international : « L'ordre des deux grands, c'est fini. Il faut donc inventer un autre ordre et nous avons le devoir de saisir ce moment pour le définir... »

Claude Cheysson est en Provence. Le matin du 2 août sa fille le réveille : « Papa, c'est Radio Monte-Carlo. » C'est ainsi que celui qui fut, en 1981, le ministre des Relations extérieures du premier gouvernement de la « France socialiste », selon son expression, apprend l'invasion du Koweït. Le journaliste lui demande une réaction à chaud. Ce qu'il fait aussitôt, avec sa fougue coutumière : « Il faut étrangler Saddam Hussein, décréter l'embargo. Sa seule exportation, c'est le pétrole. Si nous cessons complètement de lui en acheter, en quelques mois il sera à genoux. » Cheysson ne dit pas, mais il pense, que le seul obstacle à un véritable embargo viendra sans doute du Japon qui dépend à 60 % du pétrole du Golfe –

en particulier koweïtien et irakien. François Mitterrand l'appelle l'après-midi. Il a entendu l'interview à RMC : « Un embargo. Vraiment? Vous savez, c'est difficile à réaliser. Surtout, il ne faut pas l'annoncer trop tôt : cela pourrait donner à Saddam Hussein l'idée de continuer vers le sud, en Arabie Saoudite, et d'occuper les champs pétrolifères saoudiens. Nous ne pourrions alors plus rien contrôler. Enfin, nous y réfléchirons. Peut-être avez-vous raison. Après tout, c'est votre monde... je vous rappellerai. » Car Cheysson, dans un certain registre, peut lui être très utile.

Certes, l'ancien ministre devenu commissaire à Bruxelles est le contraire d'un diplomate. Incommode, non conformiste, il met sa coquetterie à dire tout haut ce que ses collègues pensent tout bas. Ses « gaffes » en trompe l'œil sont célèbres. Et redoutées. Un ministre a-t-il le droit de proclamer que le roi est nu lorsqu'il est effectivement nu? Les diplomates bon teint n'aiment pas ce polytechnicien qui a un passé d'homme d'affaires, une sensibilité tiers-mondiste, une passion européenne et qui adore lancer des pavés dans les tasses de thé. Mais au Quai d'Orsay il a ses fidèles, qui louent son intégrité ombrageuse et sa générosité.

Claude Cheysson, on adore ou on déteste. Question de sensibilité. Les dirigeants africains lui doivent les accords de Lomé, les chefs d'État arabes trouvent en lui un interlocuteur qui leur inspire confiance, un homme qui connaît et respecte leur culture. Autant de bonnes raisons qui feront de Claude Cheysson un émissaire très particulier.

### *Mauroy-Arafat : les parfums de la terre et du ciel*

Cet été-là, pour une fois, Pierre Mauroy est en vacances sur la Côte d'Opale, à Hardelot. Il a renoncé à son habituel périple estival en Amérique latine avec sa Fédération des villes jumelées. François Mitterrand lui téléphone la première semaine d'août et lui demande de se rendre assez rapidement en Algérie : Pierre Mauroy jouit là-bas d'une cote d'amour. N'a-t-il pas été le Premier ministre qui a rétabli avec Alger des relations confiantes? Dans la foulée, il se rendra aussi au Maroc et en Tunisie. Contrairement à la plupart des interlocuteurs du Président, en ce mois d'août, Pierre

Mauroy n'entend pas François Mitterrand lui déclarer que la guerre est « inéluctable ». Il le trouve très attentif à « ne pas suivre les Américains comme ça » : « La France a sa propre *disponibilité* », répétera-t-il, comme s'il tenait ce mot de François Mitterrand.

Pierre Mauroy s'envole le 14 août. Au Maroc, le roi le reçoit au milieu de sa cour, au bord de sa piscine. Hassan II a déjà décidé l'envoi de soldats marocains en Arabie Saoudite et ne semble pas avoir d'états d'âme. En Algérie, où il se rend le 15, Mauroy est bien reçu : le Premier ministre l'accueille à la résidence des hôtes de marque et donne une réception en son honneur. Mauroy voit tout le monde : le président Chadli et les responsables de partis, à l'exception des islamistes du FIS. En revanche, comme en Tunisie, l'opinion est déjà très hostile. Les dirigeants craignent l'explosion. Ils ne peuvent pas se permettre, exposent-ils avec inquiétude à l'envoyé de François Mitterrand, d'abandonner aux intégristes deux thèmes porteurs : l'humiliation et la revanche arabes.

« Cela fait des années que l'ONU prend des résolutions qui ne sont pas suivies, répètent-ils unanimes à Mauroy, et là il suffit qu'un Arabe commette la faute pour que, tout à coup... Pourquoi deux poids deux mesures ? »

Le maire de Lille se lance dans de grands développements : depuis que le mur de Berlin s'est effondré, depuis que Yalta ne régit plus le monde, tout a changé : il n'y a guère, l'URSS se serait opposée aux résolutions de l'ONU et l'invasion du Koweït aurait été passée sous silence, comme celle du Liban. Or l'ONU, après avoir été paralysée pendant quarante ans, « reprend des couleurs », elle peut, enfin, jouer un rôle. La France est décidée à l'y aider : « Après le Koweït, on s'occupera du Liban et de la Palestine... » Ce qui ne convainc pas entièrement les dirigeants maghrébins menacés par la montée de la colère populaire.

A Tunis, le 16 août, Pierre Mauroy rend visite à Yasser Arafat qui le reçoit au milieu des siens. « Vous devez jouer un grand rôle, lui dit l'ancien Premier ministre français. Vous vous êtes identifié à la cause des Palestiniens, défendez la cause de la paix... »

Arafat promet de faire quelque chose, d'essayer de convaincre Saddam Hussein de temporiser. En même temps, le leader de l'OLP avoue partager la passion presque suicidaire de Saddam Hussein qui se fait, comme lui-même, dit-il, « une haute idée de sa mission ». « Je comprends tout à fait cette tentative du martyr, confie un Arafat poète, car moi aussi je suis un peu comme ça : j'ai découvert l'ivresse des parfums de paradis... »

Pierre Mauroy lève les bras : « En attendant le paradis, n'oubliez pas que, comme Premier ministre, je vous ai sauvé la vie dans la plaine de la Bekaa, s'exclame-t-il. Je vous ai ramené aux parfums de la terre. J'espère que vous ne le regrettez pas! » – « Non, assure Arafat, je n'oublie pas. Et je vous remercie. C'est difficile, mais je vais voir ce que je peux faire... »

Ce que Pierre Mauroy, de retour à Paris et reçu à l'Élysée, traduira ainsi pour Mitterrand : « Devant moi, Arafat n'a pas durci son discours. »

### *Ne pas rater le rendez-vous de l'histoire*

François Mitterrand croit-il alors la guerre inéluctable, comme le diront plus tard ses familiers? Ceux qui lui ont parlé en ce début d'août en ont la conviction. Et pas seulement ses collaborateurs du « château ». A Claude Imbert, directeur de l'hebdomadaire *Le Point* qu'il reçoit à son retour de vacances à la mi-août, le Président déclarera : « Ne doutez pas de l'inéluctabilité de la guerre. »

Mais surtout, Mitterrand est impressionné par la froide détermination des Américains. Pour lui, il est visible que cette crise est avant tout une manifestation du retour de la puissance américaine. Bush, dès le début, lui a beaucoup téléphoné. Il y est sensible et un peu étonné : « Je suis moins téléphoneur », note-t-il parfois en souriant. A Roland Dumas, il confie : « J'ai rarement entendu quelqu'un d'aussi déterminé que le président américain. Dorénavant, vous devrez intégrer dans tous les paramètres de la crise du Golfe cet élément majeur : les Américains veulent intervenir. »

Comment se comporter face au déploiement de la puissance américaine? Plus que la réalité même de la crise du Golfe, c'est cela qui l'inquiète. La crainte des Saoudiens et celle d'Israël (objectivement unis contre un Saddam Hussein qu'ils considèrent depuis longtemps comme un dangereux voisin) jouent en faveur d'un « risque majeur de guerre dans la région ». En d'autres temps, cette guerre n'aurait pu avoir lieu. Ou bien, elle serait restée à l'échelon régional. Aujourd'hui, tout est différent. L'important, pour Mitterrand, c'est la nouvelle attitude de Bush, décidé à affirmer en ces temps d'effacement de l'URSS la nouvelle puissance améri-

caine. Le vide qui se creuse dans les relations internationales depuis l'effondrement du mur de Berlin et la débâcle des régimes communistes est-européens ne peut pas durer. Un « nouvel ordre mondial » va s'instaurer. Mitterrand sent que Bush est déjà décidé à tout mettre en place pour que ce nouvel ordre soit dominé ou du moins cautionné par les Américains.

Il va donc falloir faire avec. Un nouveau jeu international commence. Pas question de rater le départ comme lors de la réunification de l'Allemagne. C'est que l'histoire allemande a profondément agacé Mitterrand. Le président français a été pris à contre-pied, il a dû subir la réunification sans la devancer ni la maîtriser. Et il en garde un souvenir amer. Dans l'avion qui l'emmenait au Pakistan, au printemps, il confie au directeur du *Nouvel Observateur*, Jean Daniel : « Nous avons tous été pris de court par la rapidité de l'unification allemande. L'effondrement du mur de Berlin nous a surpris. Moi, mais Bush aussi. C'est la faute de Gorbatchev qui nous avait promis de freiner le processus de réunification allemande. Il n'a rien empêché. Au contraire. Quand je le lui en ai fait le reproche, il m'a simplement répondu : " Je n'avais aucun moyen. " » Pendant tout le voyage, Mitterrand remâche ce qu'il considère comme un échec personnel. Comment a-t-il pu ne pas réussir la gestion médiatique de cette affaire allemande ? Au cours de sa conférence de presse, à Karachi, il ne parlera pratiquement – à la surprise générale – que de l'Allemagne ! Les conférences de presse des voyages présidentiels sont souvent de bons baromètres des préoccupations des chefs d'État, obsédés, comme tout un chacun, par leurs problèmes personnels.

Cette fois Mitterrand est décidé à ne pas rater la gestion de la crise du Golfe. Ce sera, il en est persuadé, le premier grand conflit de l'après-Yalta. La France doit en être, non seulement pour défendre son rang, mais aussi son siège au Conseil de sécurité. Déjà les Allemands et les Japonais frappent à la porte. Que croient-ils donc ? Ils n'avaient qu'à ne pas perdre la guerre ! La première obligation sera de « coller » aux États-Unis, mais en utilisant l'ONU. De faire en sorte qu'aucune grande décision dans la crise qui s'annonce ne puisse être prise en dehors de la France. Nous ne serons pas moins déterminés que les Américains dans la défense de ce « nouveau droit international » qui se dessine. Nous devons y peser de notre juste poids.

Mais comment éviter l'accusation d'« alignement » sur les États-Unis ? Mitterrand sait, dès l'invasion du Koweït, que là sera la difficulté. On verra dans son attitude une dérive pro-

américaine ou, pire, le réveil d'un vieil atlantisme masqué. Déjà, on commence dans son entourage à développer la thèse du « complot américain » : cette crise du Golfe serait une opération montée de toutes pièces par la CIA. Les services américains auraient laissé espérer à Saddam un feu vert au Koweït, en même temps qu'ils poussaient le roi Fahd et Hosni Moubarak à une intransigeance qui ne pouvait conduire qu'à la guerre. Les preuves manquent encore, mais elles commencent à arriver, divisant les experts et les diplomates. Alors, qui a raison ? Complot ou non ? Le Président ne croit pas au complot. A un de ses proches qui évoque la « duplicité américaine » en cette histoire, il riposte, goguenard : « Je vois, je vois... En somme, les Américains auraient forcé Saddam Hussein à envahir le Koweït pour mieux l'étrangler ensuite ? »

Mais l'idée est lancée. On doit tout prendre en compte en ce moment délicat où l'opinion française n'est pas, et c'est peu dire, disposée à envoyer les « petits gars mourir pour le Koweït ». La philosophie de Mitterrand c'est donc de coller aux Américains en cas de guerre « inéluctable ». Mais en même temps, de laisser à Saddam des portes de sortie. D'où, dès le début d'août, une politique à deux niveaux ressentie comme « ambiguë » : Aux diplomates et aux émissaires indirects, la recherche de solutions pacifiques. Avec une priorité, obsédante mais non affichée : comment rapatrier les Français bloqués – on ne dit pas encore « otages » – en Irak et à Koweït ?

Aux militaires la préparation de la guerre. En ce domaine l'improvisation serait fatale. Mais là, apparaît aussitôt un problème majeur : la mise en œuvre des mesures militaires incombe au ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement. Or celui-ci, par conviction et par tempérament, ne « sent » pas cette guerre du Golfe. Il est même carrément contre tout engagement français et le fait vite savoir. Tout en précisant qu'il obéira aux ordres du Président. Il y a là le germe d'un conflit qui ne fera que se développer et qui pèsera lourd sur les relations avec les alliés comme sur le climat politique français.

### *US come home!*

On ne s'en avisera pas tout de suite : le roi Fahd d'Arabie Saoudite ne s'est pas décidé de gaieté de cœur à lancer un



SOS aux Américains. Et l'unité entre Saoudiens et Koweïtiens a été moins facile que prévu. Le 2 août, le roi Fahd est même furieux contre les Koweïtis dont l'intransigeance et la rapacité ont empêché, croit-il, une médiation saoudienne sur le point d'aboutir à Djedda. D'ailleurs ce sont les Koweïtis, non les Saoudiens, qui ont appelé George Bush à l'aide. Quand les premiers rapports sur l'invasion arrivent à Washington il est 6 h 30. A 9 h 15 cheikh Saad, prince héritier du Koweït, téléphone à l'ambassade américaine à Koweït City. Il demande une aide américaine pour stopper l'invasion mais il insiste pour que son appel reste secret. Il s'agit de ne pas mécontenter les autres pays arabes... Une heure plus tard, à 10 h 30, second SOS de cheikh Saad : « Sommes désespérés. Demandons officiellement l'aide américaine. » Mais les troupes irakiennes sont déjà entrées dans Koweït City. Quand l'ambassadeur américain rappelle, plus personne ne répond au Palais. L'émir et le prince héritier sont déjà en route pour l'exil et Riyad.

C'est donc avec l'Arabie Saoudite que les États-Unis devront maintenant traiter. Or, le roi d'Arabie Saoudite a toujours refusé la présence de bases américaines dans son pays, un pays qui n'est pas comme les autres : c'est le cœur vivant de l'islam, le sanctuaire des lieux saints de La Mecque et Médine, interdits aux non-musulmans. Le roi va-t-il transgresser cette règle pour l'émir du Koweït ? Lorsque l'ambassadeur américain transmet à Riyad la proposition du Pentagone d'envoyer un escadron de chasseurs bombardiers pour protéger le pays, la réponse saoudienne est embarrassée :

- Non, pas d'avions.
- Mais ils sont en route, insiste l'ambassadeur.
- Alors, qu'ils ne se posent pas car nous serions obligés de leur interdire l'atterrissage, rétorque un Saoudien qui ne veut pas dire son nom, le seul officiel que l'ambassadeur ait pu joindre.

Émoi à Washington. Au cours de la réunion du 3 août au matin à la Maison-Blanche, pendant que Dick Cheney, Colin Powell et Brent Scowcroft discutent avec Norman Schwarzkopf du nombre de divisions qu'il faudrait envoyer en Arabie, George Bush se concentre sur le principal obstacle : l'accord des Saoudiens. Il prend conseil auprès du prince Bandar, neveu de Fahd et ambassadeur d'Arabie aux États-Unis. Le prince, persuadé qu'il faut envoyer d'urgence les troupes américaines, connaît trop bien son roi pour ne pas savoir que rien n'est acquis avec lui et qu'il convient d'y mettre des formes. Il conseille d'envoyer à Riyad une délégation américaine « de très haut niveau, afin que le roi Fahd ne puisse faire autrement que de la recevoir ».

Bush et ses conseillers s'interrogent : qui envoyer à Riyad ? On risque une rebuffade qui serait intolérable si la mission est dirigée par un très haut responsable. Au milieu de la conversation, Bush reçoit un appel du Caire. Hosni Moubarak lui fait savoir, de source autorisée, que l'Arabie Saoudite a décidé de ne pas accepter la présence de troupes américaines sur son sol ! Bush, sans mentionner l'avertissement de Moubarak, appelle alors le roi Fahd pour le sonder et lui annoncer l'arrivée prochaine d'une délégation américaine, présidée sans doute par le secrétaire d'État à la Défense Dick Cheney. Dick Cheney ? s'étonne Fahd... peut-être qu'une délégation d'experts suffirait. Bush insiste, se souvenant des conseils du prince Bandar. Finalement, Fahd accepte. C'est donc Cheney qui partira en Arabie Saoudite pour y discuter des modalités de l'intervention américaine. Il attendra quatorze heures à Djedda le « oui » des Saoudiens. Encore faut-il que l'Amérique s'engage à quitter le pays aussitôt après la fin des troubles, et qu'elle demande un feu vert saoudien avant toute offensive. Instruits par cette amère expérience américaine, les Français vont multiplier les précautions, au point de sembler balancer longtemps entre deux politiques, avant d'autoriser un envoi de troupes en Arabie Saoudite. Suivre les Américains ? Il le faut. Mais avec un feu vert ou mieux une demande officielle du royaume saoudien. On attendra pour cela le temps qu'il faudra.

### *D'Artagnan n'ira pas chez les pharaons*

Arrivé la veille au soir dans sa villa de Cassis, Jean Lecanuet reçoit un appel de Roland Dumas le jeudi 2 à l'heure du déjeuner. Les deux hommes se connaissent depuis la IV<sup>e</sup> République. Sous la V<sup>e</sup>, leurs vaines tentatives de réunir centristes, « conventionnels » amis de François Mitterrand et radicaux en une « grande fédération » contre de Gaulle les ont encore rapprochés. Un beau jour, ils ont même découvert qu'ils étaient cousins ! La mère de Dumas s'appelait en effet Elisabeth Lecanuet. Et elle est née dans le village normand de Tussy-en-Vire, celui de la famille du maire de Rouen.

– Vous êtes au courant ? demande Dumas.

– Oui, bien entendu. J'ai acheté le journal, répond Lecanuet.

- Ce qui se passe est très sérieux. Accepteriez-vous de nous aider?

- En quoi? Comment?

- Les Nations unies vont condamner l'invasion du Koweït. La France s'associe à cette condamnation. Accepteriez-vous d'aller expliquer la position de la France dans différents pays?

Le président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat se méfie un peu de ses premiers mouvements : ils le poussent toujours, aime-t-il à confier, « là où on se bat »... Écolier turbulent il portait sa règle comme une épée dans la ceinture de son sarrau, et se faisait appeler « d'Artagnan »... Il hésite : « Rappelez-moi ce soir », dit-il. Tout l'après-midi, il tente de joindre au téléphone, dans sa propriété d'Authon, Valéry Giscard d'Estaing. En vain. Le soir, quand Dumas le rappelle, il l'interroge :

- Cette mission, ce serait pour le compte de qui? Si c'est pour le gouvernement, franchement, ça me gêne...

- Non, ce serait pour le président de la République, chef des armées.

- Dans ce cas, et à la condition qu'il soit bien clair que je suis et reste un homme d'opposition...

Dumas s'y engage. Et s'enquiert :

- Quels pays vous intéresseraient?

- L'Arabie, dit Lecanuet. Et le pays des pharaons.

Il pense au plaisir de sa blonde épouse, Jacqueline, quand il lui proposera de l'accompagner en Égypte.

Et c'est ainsi que Jean Lecanuet sera nommé, grâce à Roland Dumas, l'un des premiers *missi dominici* de François Mitterrand dans les pays arabes et musulmans.

Le lendemain soir, vendredi 3 août, Roland Dumas - qui s'est entretenu avec François Mitterrand, encore à Latche - lui téléphone à nouveau :

- Le Président est très heureux, il vous remercie. Il y a juste un petit problème : pour l'Arabie et l'Égypte, le Président pense qu'il faudrait quelqu'un de sa " maison "...

- Je n'appartiens pas à la " maison royale ", convient en souriant l'ancien challenger du général de Gaulle, qui comprend fort bien.

Jean Lecanuet se rendra donc en Turquie et en Inde à la mi-août. Tandis que le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Louis Bianco, s'envolera pour l'Égypte et l'Arabie Saoudite.

## *La presse, elle, part en guerre*

Michel Rocard est satisfait. Son idée de concertation avec l'opposition a été apparemment jugée bonne par la « maison royale ». Elle fait déjà son chemin. Au téléphone, Lyon-Caen lui annonce que Lecanuet s'est dit prêt à le rencontrer dès son retour à Paris. Le directeur-adjoint de cabinet de Matignon lui fait part aussi des réactions de la presse française. Celle-ci est très « remontée ». « Irak, razzia sur le Koweït », titre *Le Quotidien* qui donne un premier bilan : deux cents morts à Koweït City. *Libération* – dont l'éditorialiste Jean-Michel Helvig compare Saddam Hussein au Hitler de l'Anschluss – consacre sa une au « hold-up irakien ». *La Croix* parle du « nouveau roi de Babylone ». *L'Humanité* se contente de « hauts risques dans le Golfe », mais en pages deux et trois le quotidien communiste est le seul à rappeler les horreurs du régime de Bagdad et à publier une photo de cadavres des Kurdes gazés en 1988 tandis qu'un édito de Jacques Coubard recommande « la plus grande vigueur contre l'envahisseur. Le danger est réel, insiste-t-il, de voir l'incendie s'étendre si la pression internationale n'est pas assez forte ». A la une du *Figaro*, qui titre sur « la guerre de dix heures » (en fait, il n'a pas fallu plus de cinq heures aux chars irakiens pour atteindre leur objectif), Jacques Faizant a choisi de « croquer » plutôt une hôtesse d'« Air Inter » : encore la grève. Mais Jacques Jacquet-Francillon, qui remplace Franz-Olivier Giesbert, en vacances, parle aussi d'Anschluss. *Le Monde*, qui a pu annoncer l'événement le 2 août dans l'après-midi \*, titre sobrement : « Les troupes irakiennes ont envahi le Koweït. » Mais la « chandelle », à gauche, sur la une, « Le voleur de Bagdad », laisse entendre qu'on ne fera pas reculer facilement Saddam Hussein.

\* Dans son numéro daté du 3 août.

*Jacques, Valéry, Laurent, Raymond : prudente torpeur*

Bien entendu, le Premier ministre s'enquiert aussi des réactions politiques. Les ténors de l'opposition, comme de la majorité, pris au dépourvu par la rapidité de l'événement, ou bien partis en vacances, se manifestent un peu à retardement. Leurs premières réactions, cependant, sont très fermes : Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, s'élève contre l'« acte de violence inadmissible » et demande que « la France suscite au plus vite une réunion des membres de la CEE pour que l'Europe joue un rôle actif dans un règlement international rapide de ce conflit ». Pour les verts, le gouvernement français, « principal allié de Saddam Hussein, doit décréter un embargo immédiat ». Le porte-parole du PS a passé dès jeudi un communiqué condamnant « fermement cette violation caractérisée du droit international et de la charte des Nations unies et demande le retrait immédiat des troupes irakiennes ». Philippe Vasseur, du PR, estime que l'invasion du Koweït par l'armée irakienne est « intolérable » et « met en lumière les insuffisances et les fautes d'un Occident timoré jusqu'à la lâcheté ». Quant au RPR, il demande au gouvernement « d'agir en concertation avec les autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU afin d'obtenir un retrait immédiat des troupes irakiennes » et il estime que « cet événement confirme l'analyse de Jacques Chirac selon laquelle la modification des rapports Est-Ouest n'a pas fait disparaître la menace de crise d'ampleur majeure ». « Et Chirac ? » s'enquiert Michel Rocard. Rien. Balladur ? Rien. Et Valéry Giscard d'Estaing ? Rien. Barre ? Rien. Et Fabius ? Rien.

Ce n'est qu'au bout d'une semaine, Michel Rocard étant rentré à Paris pour deux jours et François Mitterrand s'étant exprimé publiquement, que les leaders sortiront de leur prudent attentisme. Chirac restera cependant silencieux plus longtemps, laissant son lieutenant, Jacques Toubon, ironiser sur les vacances du Premier ministre. Quant à Valéry Giscard d'Estaing, il se manifestera le 23 août pour déclarer : « Je ne dirai rien qui puisse compliquer l'action de la France... »

L'ancien président, très occupé à rédiger la suite de ses Mémoires dans son château du Loir-et-Cher, ne veut pas,

fait-il savoir, être dérangé. Pourtant, il ne reste pas inactif. Sa première réaction, qui montre à quel point les trois chocs pétroliers dont il a été victime à l'Élysée l'ont marqué, est d'appeler, à Clermont-Ferrand, son cabinet de président du Conseil régional d'Auvergne : afin de faire étudier immédiatement les mesures d'économie d'énergie à prendre en cas de crise prolongée. Et les répercussions d'une probable hausse du pétrole sur le budget de la région. Bon sang d'Auvergnat ne saurait mentir.

### *Clemenceau, nous voilà!*

Samedi 4 août, à 8 h 30, en costume de ville beige, le Président quitte sa bergerie. Un dernier regard sur ses rosiers avant que son chauffeur lui ouvre la portière de la R 25 blindée. A quoi songe Mitterrand tandis que la voiture le conduit à l'aéroport de Biarritz, direction Villacoublay, d'où un hélicoptère l'emmènera à l'École militaire?

A la Libération et à l'épuration qui suivit – et que raconte Henri Amouroux dans le livre qu'il a laissé sur sa table de chevet? A de Gaulle? Churchill? Roosevelt et Staline? A la guerre d'Algérie – la « Toussaint sanglante » de 1954 lorsque, ministre de l'Intérieur du gouvernement Guy Mollet, il déclarait : « La seule négociation, c'est la guerre »? Ou au vieux Clemenceau répétant : « Ma politique : je fais la guerre »? Il y a dix ans, juste avant mai 1981, quand, scrutant son visage, des journalistes l'interrogeaient : « N'est-il pas trop tard? », il rappelait l'exemple de Clemenceau, devenu président du Conseil à soixante-seize ans. Plus tard, à l'Élysée, il a tenu à placer, à côté de la photo de ses grands-parents sur la cheminée derrière le bureau de De Gaulle, une carte postale du bureau du « Tigre » dans sa retraite vendéenne, qu'il avait lui-même achetée et fait encadrer. Et au printemps 1988, lorsque les publicitaires chargés de sa campagne lui ont présenté la vidéo dont ils étaient si fiers – près de huit cents images défilant en huit minutes –, il se souvient d'avoir laisser tomber : « Il manque Clemenceau... »

## *Un président qui choisit son camp*

Le premier « Conseil de crise » se réunit le samedi 4 août à l'Élysée, dans le « Salon des Aides de camp » donnant sur le parc, à côté du Salon Murat où se tiennent les habituels Conseils des ministres. Autour de la longue table dressée spécialement pour la circonstance et recouverte d'un tapis couleur chamois, Roland Dumas, Pierre Bérégovoy, l'amiral Lanxade, Gérard Renon (le secrétaire d'État à la Défense qui remplace son ministre en vacances) ainsi que le directeur de la DGSE Claude Silberzhan et Yves Lyon-Caen. Mitterrand est assis à gauche, sous les médaillons des Amours roses sur fond azur qui figurent l'Eau et le Feu. A sa droite, de chaque côté du miroir qui fait face au parc, les mêmes angelots jouent « l'Amour » et « la Guerre »...

Il fait encore plus chaud – 37 °C à l'ombre à Paris – que lors du dernier Conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août. L'atmosphère est grave. A midi, heure française (6 heures du matin aux États-Unis), alors que les troupes irakiennes occupent désormais tout le Koweït, l'ONU a voté, par quatorze voix pour (le Yémen n'ayant pas pris part au vote), sa première résolution : la 660, qui exige le retrait immédiat du Koweït.

Avant de la commenter, François Mitterrand fait une longue introduction. « Ce n'est pas que je prétende avoir des prémonitions, révèle-t-il, mais cela fait déjà quelque temps que je voyais venir une crise internationale. Je pensais qu'elle allait éclater au cours de cet été et je m'interrogeais : surgirait-elle d'abord dans les pays Baltes ou au Moyen-Orient?... » « Dès le 2 août, poursuit le Président, nous avons fait le choix de l'embargo. De l'embargo au blocus, il n'y a qu'un pas et dire blocus nous expose à un risque de guerre... » Il ne prononce pas encore le mot « logique de guerre » qu'il va employer au téléphone quelques heures plus tard avec Jean-Louis Bianco. Mais sa position, pour les participants à la réunion, est claire : « Dans un conflit de cette nature, il faut choisir son camp. » Ce que Lyon-Caen traduira à Michel Rocard par : « On ne peut s'asseoir entre deux chaises. » Commence alors le débat : comment faire respecter l'embargo ? D'abord par la marine. Dans les heures qui suivront, les premiers navires français (deux avisos et une frégate) vont appareiller.

A la fin de ce premier Conseil extraordinaire, François Mit-

terrand, qui a autorisé les caméramen à entrer un instant, remonte téléphoner dans son bureau tandis que Roland Dumas et Pierre Bérégovoy tiennent une conférence de presse sous les lustres de cristal et le plafond sculpté de la salle des fêtes de l'Élysée. Tous deux signalent les nombreux coups de téléphone du Président; avant le Conseil, il a appelé Giulio Andreotti, Margaret Thatcher et Helmut Kohl. A 19 heures il a un rendez-vous téléphonique avec Mikhaïl Gorbatchev.

Il n'est pas imaginable, insistent les deux ministres, que la France puisse être absente de la scène internationale. Et d'expliquer comment le double embargo décidé par la CEE sur l'achat de pétrole irakien et la livraison d'armes l'a été à l'initiative de la France. Si ces mesures n'étaient pas « suffisantes », précisent-ils, il faudrait en envisager « de plus contraignantes » et examiner la possibilité d'un « blocus naval ». « La France, déclare Roland Dumas, a examiné toutes les hypothèses, y compris d'actions militaires. »

De l'embargo au blocus et du blocus au risque de guerre, disait le Président, « il n'y a qu'un pas ». La logique est enclenchée...

A la fin de la conférence de presse de ses ministres, François Mitterrand réapparaît. Il fait servir des rafraîchissements aux journalistes. Non, il ne veut rien laisser filtrer de ses conversations téléphoniques avec Bush et Gorbatchev. « Roland Dumas vous a tout dit, je ne voudrais pas le contredire! » Oui, il va bien, merci. Hypotendu? Non, pas vraiment. Le roi Fahd? Oui, il l'appellera. Demain. Oui, il repart pour Latche tout à l'heure, mais n'exclut pas de revenir bientôt : « Je ne suis pas si loin, une heure d'avion à peine! » On l'interroge sur son jardin : n'est-il pas grillé? Un confrère est inquiet pour ses propres arbres : ne faudrait-il pas les tailler? « Ah non, dit le Président, pas avant novembre... »

### *Allô, George? Hello, François?*

« Allô, George? Hello, François? Allô, Mikhaïl? »... On imagine parfois que les multiples conversations téléphoniques entre François Mitterrand, George Bush, Mikhaïl Gorbatchev et d'autres chefs d'État – sur ligne directe rouge ou blanche – sont improvisées. C'est loin d'être le cas. Elles



nécessitent une organisation très complexe. D'abord, il faut prendre rendez-vous – première étape d'autant plus difficile que les emplois du temps des deux interlocuteurs sont surchargés, qu'il existe un décalage horaire... et qu'aucun des deux ne doit paraître à la disposition de l'autre. Côté français, c'est le conseiller diplomatique de l'Élysée, Loïc Hennekine, qui se charge de cette délicate mission. Côté américain, son correspondant est le National Security Adviser, le général Scowcroft. Numéro vingt dans l'ordre protocolaire de la Maison-Blanche, Scowcroft joue, en fait, un rôle important auprès du Président. Le rendez-vous fixé, on convoque l'interprète du Quai d'Orsay, qui ne se promène jamais sans son « Alpha-Page » – un gros stylo noir à bip-bip où s'inscrit instantanément le numéro de téléphone à rappeler. Christopher Thiéry, qui dirige l'équipe d'interprètes du Quai, se déplace en scooter pour être à l'Élysée en vingt minutes. De père français et de mère anglaise, ce grand jeune homme grisonnant de soixante-trois ans, une allure d'étudiant, que l'on aperçoit souvent à la télévision aux côtés du président de la République lors des entretiens Bush-Mitterrand, a débuté à l'âge de vingt et un ans comme interprète à l'OSCE (Organisation européenne de coopération économique, l'ancêtre de l'OCDE). Le jour de son vingt-sixième anniversaire, on lui demande de remplacer au pied levé l'interprète de l'Élysée : ce 9 décembre 1953, le président Vincent Auriol – qui ne parle pas un mot d'anglais – reçoit à déjeuner le roi du Népal. Debout derrière Sa Majesté, Christopher est très gêné : doit-il, ne doit-il pas interrompre Auriol, qui passe son déjeuner à échanger des souvenirs avec Paul Reynaud ? Finalement, il se lance : « Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser, Sa Majesté désirerait vous dire... » Pour le remercier, Auriol lui fait servir à déjeuner dans la bibliothèque. Les huissiers chargés de servir au jeune homme le menu présidentiel sont interloqués : « Monsieur est-il népalais ? » lui demandent-ils. « Monsieur est-il diplomate ? » Finalement, Christopher trouve la réponse : « Je suis extra. » Depuis, cet « extra » a traduit les entretiens au sommet de tous les présidents de la IV<sup>e</sup> finissante et de la V<sup>e</sup> République.

Le 2 août, Christopher Thiéry est en vacances dans le Gard. Mais, jusqu'à son retour le 20 août pour la conférence de l'UEO (Union économique occidentale), il reste en contact téléphonique quotidien avec son équipe du Quai d'Orsay – équipe qu'il a formée et embauchée : Brigitte Stoffaes pour l'allemand, Maria Romensky pour le russe. Et surtout, celle qui va jouer un rôle capital pendant la crise du Golfe : la belle Nada Hadab-Gafi, trente-neuf ans. Cette Libano-

Française dont le mari a été tué à Beyrouth est la seule femme musulmane à oser se vêtir à l'occidentale devant le roi Fahd, qui dit d'elle avec admiration et affection : « Elle est la seule personne au monde aujourd'hui, avec le roi du Maroc, Hassan II, à maîtriser parfaitement l'arabe littéraire. » Nada accompagnera en Arabie le président de la République, puis Michel Rocard et Pierre Joxe. Elle traduira, surtout, tous les entretiens téléphoniques avec le roi Fahd ainsi qu'avec le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Hussein de Jordanie.

Aussitôt rentré à Paris, Christopher Thiéry reprend directement contact avec ses homologues américains, devenus pour lui des amis : Alec Toumayan, un Arménien d'origine française, et Lisa Burnham. Avant chaque entretien présidentiel, ils se consultent. Généralement, ils décident que Christopher traduira d'anglais en français, et Toumayan de français en anglais pour George Bush. Les interprètes américains opèrent dans une pièce voisine du bureau présidentiel et font une traduction consécutive. Tandis que l'interprète français, sauf si le Président est à Latche et que l'entretien passe par le standard de l'Élysée, se trouve dans le bureau de François Mitterrand et fait une traduction simultanée. Tâche facilitée par l'apparition, début janvier 1991, de deux combinés blancs disposant d'une ligne directe super protégée. Les deux combinés sont munis de longs fils qui permettent de les emporter du secrétariat présidentiel – où Paulette Decraene veille jalousement sur eux – jusque dans le bureau du Président, dont on ferme soigneusement la porte capitonnée. Depuis le secrétariat de Paulette Decraene, Thiéry appelle directement la Maison-Blanche en appuyant sur un des boutons blancs. S'engage alors un jeu subtil : « Le Président est-il en ligne ? » lui demande son interlocuteur américain. Si Thiéry répond « non », alors on risque d'attendre plusieurs minutes. S'il répond « oui », c'est George Bush qu'on risque de faire attendre, le temps de transporter le précieux combiné dans le bureau de François Mitterrand. Il répond : « Oui... » D'une oreille, François Mitterrand qui comprend tout de même un peu la langue de Shakespeare écoute sur son téléphone blanc le Président américain. De l'autre, il écoute la traduction simultanée de Thiéry. A la fin de l'entretien, ce dernier en fait un compte rendu. A moins, ce qui arrive parfois, que Roland Dumas ou Jean-Louis Bianco, qui parlent tous deux parfaitement l'anglais, soient présents. Mais, sorti du bureau présidentiel, pas un mot. Inutile de demander seulement à Christopher Thiéry si François Mitterrand portait ce jour-là un costume gris ou s'il avait la voix

enrouée. Comme tous les interprètes du Quai qu'il n'embauche pour ces entretiens au sommet que lorsqu'il est tout à fait sûr d'eux (même une bonne enquête de la DST ne lui suffit pas), il a fait sienne la devise du plus illustre prédécesseur de Roland Dumas, le prince de Talleyrand : « Entre passer pour un bavard et passer pour un imbécile, il y a longtemps que j'ai choisi. »

### *Le dispositif du Président*

Le 3 août, les militaires ont pris les premières mesures navales. Les bateaux de la flotte française dans le Golfe sont mis en alerte maximale. Deux avisos qui croisaient au large du Liban se dirigent vers Suez et la frégate *Dupleix* quitte le 6 août le port de Toulon, à destination du Moyen-Orient.

En même temps, le Président met au point un dispositif soigneusement peaufiné, qui doit lui permettre de tenir la situation en main. D'abord, les Conseils restreints : y siègent en permanence les ministres d'État – Roland Dumas, Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin, Michel Durafour – ainsi que le ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe, l'amiral Lanxade, chef d'état-major particulier du président de la République, Jean-Louis Bianco et Hubert Védrine. Quand un autre ministre est plus particulièrement concerné par des mesures à prendre on le convoque. Ainsi Michel Charasse sera présent lors du Conseil qui traitera de l'embargo imposé à l'Irak. François Mitterrand tient beaucoup à ces Conseils. Le processus y est toujours le même : le Président expose le sujet du jour, chacun s'exprime et donne son avis, le Président tire de ce tour de table des enseignements qui rejoignent généralement ses propres conclusions. S'il sent une réticence, on discute et le Président déploie tout son pouvoir de persuasion pour convaincre – ce qui n'est pas toujours le cas dans les Conseils des ministres ordinaires. « Comme si, dira plus tard Jean-Louis Bianco, il voulait s'assurer à chaque étape importante que tout le monde suit. » Y compris Michel Durafour, ancien ministre de Giscard et qui représente ici le mouvement France Unie.

Ensuite, la « cellule de crise » formée par Roland Dumas et qui réunit chaque jour une vingtaine de spécialistes. On y

confronte les analyses, on coordonne les mesures à prendre. Aucune décision n'est prise mais les avis pèsent. Ces dispositions prouvent qu'au château on prend dès le début les choses sinon au tragique, du moins au sérieux. En face de ce qu'il considère comme une vraie menace, François Mitterrand rassemble les troupes. Il faut gérer au plus près l'opinion publique française et inlassablement faire passer ce message : pour garder son rang dans le monde, pour être clairement du côté du droit, la France devra choisir son camp qui ne peut être que celui des démocraties et de l'Occident. Ce qui n'empêche pas de tout faire pour amener Saddam Hussein à se retirer du Koweït sans effusions de sang, par la grâce de la diplomatie et de la persuasion réunies. Comme à son habitude, Mitterrand va donc jouer sur trois ou quatre tableaux. Fidélité envers les États-Unis mais volonté de respect des décisions de l'ONU, et de l'ONU seulement, diplomatie officielle, diplomaties parallèles, promesses de paix et mesures de guerre tissent ainsi une action compliquée dont lui seul connaît les ressorts secrets et qui, parfois, déroutera ses amis les plus proches. C'est le cas de François de Grossouvre, président du Comité des Chasses présidentielles. Ce gentleman-farmer élève des moutons et chasse à courre dans l'Allier. Avec son profil acéré et sa barbe poivre et sel, il ne lui manque que la fraise et la culotte bouffante pour jouer l'assassinat du duc de Guise. Il est depuis longtemps, auprès de Mitterrand, un « homme de l'ombre », plus particulièrement chargé des relations avec le monde arabe, où il compte de nombreux amis. Le 3 août, au téléphone, Grossouvre avait trouvé le Président sensible à ses arguments : « La France n'a rien à voir là-dedans... Surtout, ne pas se couper du monde arabe. » Une semaine plus tard, de retour à Paris, quelle n'est pas sa stupéfaction de trouver Mitterrand très irrité lorsqu'il lui tient à nouveau ce discours !

A partir du 4 août les militaires sont sur le pied de guerre. Leur devoir est de préparer le pire, c'est-à-dire – on n'envisage rien d'autre pour l'instant – de faire respecter, éventuellement par la force, l'embargo décidé par les Nations unies et cosigné par la France.

Avant le prochain Conseil restreint prévu pour le 9 août, l'amiral Lanxade prépare une note pour le Président.

« Objet : comment assurer le respect de l'embargo dans le Golfe.

Je propose quatre options.

1. Renforcer seulement Djibouti.
2. Envoyer des avions de combat dans les seuls émirats.

3. Envoyer des forces conséquentes, environ six mille hommes, en Arabie Saoudite.

4. Envoyer le *Clemenceau* avec un régiment d'hélicos de combat et son environnement, soit environ mille hommes. »

En conclusion, l'amiral exprime sa préférence : ce serait la quatrième option, l'envoi du *Clemenceau* armé d'hélicos.

La note est datée du 8 août. Le Président l'a reçue. Il ne l'a pas, comme il le fait parfois, annotée dans la marge.

Lundi 6 août. La France émerge de son premier week-end d'août, pour découvrir qu'en trois jours la tension a considérablement monté. Alors que les journaux commentent la fin d'une longue liaison de vingt ans de contrats industriels et commerciaux avec l'Irak et que les radios annoncent la démission, au Pakistan, de Bénazir Bhutto, l'ambassadeur d'Irak à Paris, Abdul Razzak al-Hashimi, tient sa première conférence de presse. « L'Irak constate avec beaucoup de regret et d'étonnement la position prise par le gouvernement français... Elle aura des conséquences graves... »

Cependant, le *Dupleix* vogue vers le Golfe. Le prix du pétrole s'envole. La sécheresse impose des restrictions d'eau dans presque la moitié des départements français mais on en parle moins. L'inquiétude monte : cent quarante mille soldats irakiens « volontaires » viennent d'être envoyés en renfort au Koweït – d'où ne parviennent plus que des images brèves, filmées à la sauvette. Surtout, on découvre que des milliers d'étrangers séjournaient à Koweït au moment de l'invasion. Que sont-ils devenus ? Pas de nouvelles... ou plutôt des nouvelles inquiétantes. Le 6, les forces irakiennes au Koweït s'emparent de vingt-huit ressortissants américains dans leurs hôtels et les font monter dans des cars pour une destination inconnue. « Les États-Unis, déclare la porte-parole du Département d'État, tiennent l'Irak pour responsable de la sécurité des Américains et de tous les ressortissants étrangers au Koweït... Toutefois, précise-t-elle, il est prématuré de qualifier ces personnes d'otages... »

Qu'importe, le mot a été lâché. Il fait bientôt la une de la presse occidentale. Dans les heures qui suivent, on apprend que des centaines d'Occidentaux résidant à Koweït City ou voyageurs en transit auraient été transférés à Bagdad. A Paris, le ministère des Affaires étrangères convoque l'ambassadeur d'Irak et lui exprime sa vive préoccupation concernant le sort des ressortissants français en Irak et celui de soixante-douze voyageurs bloqués au Koweït, leur avion ayant été empêché de décoller. Jusqu'à présent, cependant, un seul des deux cent cinquante Français résidant au Koweït est porté manquant. Mais bientôt, les quelques otages qui ont

réussi à s'échapper à travers les déserts saoudien ou jordanien livrent leurs témoignages.

Ces premiers récits alarmants commencent à parvenir à Paris. Faut-il en faire état? Les diplomates occidentaux en poste à Koweït et en Irak ont reçu des consignes de prudence, mais la nervosité grandit : les lignes téléphoniques avec Koweït City sont coupées, chaque ambassade ne dispose que d'une seule liaison. Les diplomates américains, britanniques, français, allemands, italiens, suisses, canadiens et soviétiques se concertent. Impossible d'établir un bilan des « déportations » ni d'obtenir de nouvelles de leurs ressortissants enlevés.

A Bagdad, c'est le chargé d'affaires André Janier qui remplace l'ambassadeur, en vacances en France. Il voit bien qu'un drame se prépare. Les policiers irakiens bloquent maintenant tous les ressortissants étrangers dans les hôtels de la ville avec interdiction de sortir. Que faire? « Il ne s'agit pas de les considérer comme des otages, mais comme des " hôtes " », précise un officiel irakien. Des hôtes en séjour forcé qui commencent à trouver la plaisanterie saumâtre. Certes c'est l'été, il fait beau, l'hôtel Méridien où ils sont regroupés est plutôt confortable, mais les journées sont longues, même au bord d'une piscine, lorsqu'on est attendu à Paris ou ailleurs par des familles de plus en plus anxieuses. Au Quai d'Orsay, les quatre standardistes équipées de deux méchants annuaires sont déjà submergées de demandes de renseignements auxquelles elles ne peuvent répondre. Faut-il constituer une cellule de crise? Nommer le crime risque de lui donner une consistance qu'il n'aurait pas encore... A l'Élysée on hésite.

Pas longtemps. S'il y a une chose que François Mitterrand ne supporte pas, c'est bien le chantage aux otages. Les informations qu'il a reçues sont de plus en plus inquiétantes. Il est maintenant confirmé que des exactions ont eu lieu à Koweït City dans les premières heures de l'invasion et qu'elles se poursuivent encore. Des ressortissants français ont-ils été molestés ou blessés? Impossible de le savoir. Il faut, se dit le Président, lancer un avertissement solennel à l'Irak. Il le fera à l'issue du deuxième Conseil restreint qu'il a convoqué pour ce jeudi 9 dans l'après-midi à l'Élysée.

Dix-sept heures, Salon des Aides de camp. Sous les Amours roses, confidents des débats sur la guerre, tout le monde est là. Le Premier ministre, rentré la veille de Yougoslavie, le ministre de la Défense, revenu de Toscane, les quatre ministres d'État, le ministre de l'Industrie Roger Fauroux et naturellement Hubert Védrine. Michel Rocard, encore un

peu décalé, se lance dans un long exposé sur la Yougoslavie. Sarcastique, François Mitterrand l'interrompt : « Monsieur le Premier ministre, avec son sens aigu de l'actualité... » Mortifié, Michel Rocard explique que la Yougoslavie c'est quand même important : ce pays préside les non-alignés. Après cet intermède, on revient au Golfe et, pour la première fois, un vrai débat de fond s'engage. Les trois ministres de plus de soixante ans – Roland Dumas, Pierre Bérégovoy et Michel Durafour – épousent la thèse de François Mitterrand : rappelez-vous Mussolini, Hitler. Qui veut la paix sans se battre n'aura pas la paix et connaîtra le déshonneur. Le Premier ministre « colle » au Président. Les trois jeunes quinquagénaires – Pierre Joxe, Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement – évoquent le spectre des guerres « coloniales », de l'expédition de Suez et de la guerre d'Algérie. François Mitterrand reprend ses arguments du 4 août : « Dans un conflit de cette nature on ne peut pas être au milieu et ailleurs, il faut choisir son camp. »

Voilà qui ne surprendrait pas Jean-Louis Bianco, s'il était présent. Il en a beaucoup parlé avec le Président – qui l'appelle plusieurs fois par jour. Il sait que le chef de l'État, même s'il refuse de comparer Saddam à Hitler comme le fait Bush, n'a pas d'illusions sur les visées du Raïs irakien. Le plan du « maître de Bagdad », comme le désignent désormais les télévisions, était bien de s'emparer après le Koweït des ressources pétrolières d'Arabie Saoudite. Dimanche soir, le 5 août, au téléphone, le roi Fahd que Mitterrand a appelé depuis Latche n'a pas mâché ses mots : « Saddam avait promis de ne pas attaquer le Koweït. Il m'a roulé. »

Surtout, François Mitterrand estime qu'il faut savoir « choisir entre des inconvénients ». Or pour la France, l'inconvénient majeur ne serait pas d'avoir « des problèmes d'ailleurs passagers avec les pays arabes », mais de perdre son rang de grande puissance associée aux grandes décisions au moment où va se mettre en place un nouvel ordre international. Il faut donc « en être ». Une conviction qui reste, pour le moment, intime et peu connue à l'extérieur des murs du Palais. La preuve : la lecture de la presse ne reflète pas, c'est le moins qu'on puisse dire, le fond de la pensée présidentielle en ce début d'août. « Londres s'allie à Washington. Paris reste en marge », titre *Libération*. « La Grande-Bretagne rejoindra la force internationale mise sur pied par les États-Unis, mais pas la France... », explique Pierre Haski. Au moment où à Londres un Conseil des ministres extraordinaire donnait le feu vert pour l'envoi de forces militaires en Arabie Saoudite et où l'Italie autorisait les États-Unis à uti-

liser leurs bases sur son territoire pour un soutien logistique, la France a timidement pris ses distances par rapport à ce que certains à Paris n'hésitent pas à qualifier de « croisade ». En effet, on indique de source officielle qu'il n'est pas envisagé « à ce stade » de participer à la force multinationale. Un porte-parole du Quai d'Orsay précise : « La question n'a pas été posée à la France... »

Faut-il voir là, comme l'affirme *Libération*, l'expression d'une « volonté, traditionnelle à Paris, de manifester son autonomie de décision surtout par rapport à l'OTAN ? » Quelques heures avant le Conseil des ministres du 9 août, Roland Dumas – qui a reçu de toute évidence le label Élysée – a accordé au *Monde* \* un entretien qui marque en effet la volonté de ne pas se laisser entraîner par les États-Unis au-delà des décisions de l'ONU. « La communauté internationale, observe le ministre des Affaires étrangères, a été solidaire jusqu'à maintenant et il faut tout faire pour éviter de briser cette solidarité. L'ONU doit rester maîtresse des décisions pour ce qui concerne l'éventuel blocus du Golfe ou de nouvelles mesures de contrainte vis-à-vis de l'Irak. C'est le lieu où se définit la règle de droit. » Mais le ministre insiste par trois fois, à propos d'une éventuelle « assistance militaire » de la France à l'Arabie, sur la vraie raison de son hésitation. « La France n'a reçu à ce jour aucune demande d'aide ou d'assistance militaire de ce pays... L'intervention anglo-américaine (...) qui vise à dissuader M. Saddam Hussein de franchir la ligne rouge est une opération à laquelle la France n'est pas partie pour le moment... Le dispositif américain mis en place est plus un cordon de protection qu'un dispositif offensif. Il n'y a pas lieu pour le moment d'épiloguer sur ce que nous devons faire. La France n'est pas pour l'instant concernée par cette initiative... »

Alors pourquoi Jean-Pierre Chevènement s'inquiète-t-il tant ? Pourquoi perçoit-il, « très vite, qu'on ira vers l'affrontement militaire » ? Pourquoi plaide-t-il avec tant de passion pour « la politique » arabe de la France « et pour une stratégie qui a déjà porté ses fruits au Tchad et aux Comores ? Cette « stratégie indirecte », explique-t-il, repose sur une réflexion, développée par l'armée française à la suite des guerres coloniales. Elle vise à « économiser ses moyens »... Mais d'emblée le ministre de la Défense a le sentiment – et il le dit crûment – que « les Américains ont créé les conditions d'un affrontement militaire ». Il comprend que « la France » – traduisez « François Mitterrand » – ira vers cet affrontement. N'a-t-on pas inscrit, à l'ordre du jour du Conseil, la

\* Daté du 10 août.





**Josette Alia**, correspondant du *Monde* puis du *Nouvel Observateur* depuis 1967, est spécialiste de politique étrangère et du Moyen-Orient.

**Christine Clerc**, d'abord rédactrice à *L'Express* et au *Point*, est grand reporter et chroniqueur au *Figaro-Magazine* depuis 1980.

Un monument d'investigation. Deux journalistes, Josette Alia du *Nouvel Observateur* et Christine Clerc du *Figaro-Magazine* ont suivi quotidiennement, jusque dans les coulisses, les grands acteurs qui ont fait entrer la France dans la guerre du Golfe.

Tractations occultes pour négocier la libération de nos otages, envoyés très spéciaux auprès de Saddam Hussein pour sauver la paix, conversations téléphoniques du président de la République, en pleine nuit, avec Bush et Gorbatchev, débats houleux aux conseils des ministres entre Chevènement et les partisans de la guerre, rapport "confidentiel défense" sur la technologie française et les SCUD irakiens : autant de faits, autant de secrets et de rebondissements qui, pour la première fois, sont portés à la connaissance du public.

Le héros de cette incroyable fresque, François Mitterrand, ambigu et souverain comme jamais, joue là le rôle le plus dramatique de sa carrière. Avec une poignée de soldats, il réussit malgré tout à préserver l'image d'une France qui fait encore l'Histoire.

Mais l'Histoire ne s'écrit pas impunément. La guerre du Golfe aura-t-elle été la dernière grande illusion d'une nation qui ne veut pas abdiquer ?

77053.7

ISBN 2-85565-644-3



9 782855 656441

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

\*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012.

Avec le soutien du

